

L'Église unie du Canada (United Church of Canada) est une institution typiquement canadienne. Aussi, importe-t-il de ne pas la confondre avec la United Church of Christ, dénomination américaine, née en 1957, de la fusion entre les Congregational Christian Churches (descendantes des Puritains calvinistes) et l'Evangelical and Reform Church, elle-même née de la fusion entre la German Reformed Church et l'Evangelical Synod of North America. Néanmoins, la composition des deux dénominations est sensiblement la même. Aussi, dans leurs pays respectifs, les dénominations canadienne et américaine attirent-elles le même type de « clientèle » et sont considérées comme progressistes tant au plan théologique qu'au plan social.

Après que l'Église presbytérienne ait connu une grande expansion dans l'Ouest canadien, ce groupe a été réduit des deux tiers, en 1925, quand se forma l'Église unie, résultant de l'union de trois dénominations: les méthodistes, les congrégationalistes et environ les deux tiers des presbytériens (auxquels se joindra, en 1968, l'Evangelical United Brethren). Mais ce sont les méthodistes qui sont à l'origine du mouvement d'union de 1884, qui a abouti, en 1925, à la fondation de l'Église unie.

Voilà, sans doute, pourquoi celle-ci, tout en adhérant aux thèses fondamentales de la Réforme protestante, est fortement imprégnée de l'esprit méthodiste. Un presbytère de pasteurs et de laïcs, le Conseil général, la gouverne. Sa doctrine fondamentale est consignée en 20 articles. Comme la plupart des Églises protestantes, elle n'ordonne pas d'évêques. Le ministère épiscopal est plutôt assuré collégalement par des conseils élus par les instances locales. C'est ce qu'on appelle un mode de gouvernement synodal.

Depuis sa fondation, l'Église Unie s'est acquis la réputation d'être la plus progressiste des dénominations canadiennes. Dès 1936, elle autorisait l'ordination des femmes et, en 1962, reconnaissait le divorce et le droit des divorcés à se remarier.

Au plan socio-politique, les années 60 marquent son passage de l'Évangile social et de prises de position qui l'apparentent au Parti libéral du Canada à la théologie de la libération et à un profil qui correspond davantage à celui du Nouveau parti démocratique. Son progressisme ne lui a pas valu que des appuis. Certains ont même prétendu qu'en raison de son mélange d'évangélisme religieux et de service social, l'Église unie est très

vulnérable aux manipulations gauchistes et aux pressions de groupes tels les homosexuels. À ce propos, il faut rappeler qu'au cours des 25 dernières années, les divergences entre la hiérarchie et les fidèles de la base sur des questions telles l'ordination des homosexuels, hommes et femmes, a souvent provoqué un climat de suspicion mutuelle au sein de l'Église.

Il n'est pas exagéré de dire qu'au sein de la constellation religieuse canadienne, elle est le lieu privilégié des grands débats moraux et sociologiques. Certains y voient même une perpétuelle menace à sa survie.

(Recherche: Claude Marcil)